

Histoire

Niveau supérieur et niveau moyen

Épreuve 1 – recueil de sources

Mardi 9 mai 2017 (après-midi)

1 heure

Instructions destinées aux candidats

- N'ouvrez pas ce recueil de sources avant d'y être autorisé(e).
- Ce recueil contient les sources requises pour l'épreuve 1 d'histoire du niveau supérieur et du niveau moyen.
- Lisez toutes les sources d'un sujet obligatoire.
- Il se peut que les sources pour cette épreuve aient été modifiées et/ou raccourcies : les ajouts de mots et les explications sont indiqués entre crochets [] ; les suppressions de texte importantes sont signalées par des points de suspension ... ; les changements mineurs ne sont pas indiqués.

Sujet obligatoire 1 : Les chefs militaires	Sources A à D
Sujet obligatoire 2 : La conquête et son impact	Sources E à H
Sujet obligatoire 3 : La progression vers une guerre mondiale	Sources I à L
Sujet obligatoire 4 : Les droits et la protestation	Sources M à P
Sujet obligatoire 5 : Le conflit et l'intervention	Sources Q à T

Sujet obligatoire 1 : Les chefs militaires

Lisez les sources A à D et répondez aux questions 1 à 4.

Les sources et les questions portent sur l'étude de cas 1 – Gengis Khan (vers 1200 – 1227) – Ses campagnes : Invasion de la Chine par les Mongols : attaques contre la dynastie des Jin (Kin) ; prise de Pékin (1215).

Source A Auteur anonyme, dans l'ouvrage *The Secret History of the Mongols* [L'histoire secrète des Mongols] (vers le XIV^e siècle) rédigé pour la famille royale mongole après la mort de Gengis Khan.

Gengis Khan partit en campagne contre les Chinois du Nord. Il prit d'abord la ville de Fuzhou puis, ayant franchi le col du Renard sauvage, il prit la ville de Xuandezhou. De là, il envoya une armée commandée par Djebe pour prendre le fort de Juyongguan.

Lorsque Djebe arriva au fort, il vit qu'il était bien défendu alors il dit : « Je vais les tromper et les faire sortir à découvert. Je prétendrai me retirer et, lorsqu'ils sortiront, je les attaquerai. » Djebe se retira donc et l'armée de Chine du Nord s'écria « Poursuivons-les ! ». Elle jaillit de ses fortifications jusqu'à ce que les vallées et les versants fussent couverts de soldats. Djebe se replia sur la crête de Sondi-i-wu et, là, il fit faire volte-face à son armée pour attaquer l'ennemi qui se précipitait vers lui en vagues.

L'armée de Chine du Nord était battue. Non loin derrière les forces de Djebe arrivait Gengis Khan, à la tête de la grande armée du Milieu. Ils attaquèrent également, forçant l'armée de Chine du Nord à battre en retraite.

Source B John Man, historien spécialiste de l'histoire chinoise et mongole, dans la biographie *Genghis Khan, Life, Death and Resurrection* [Gengis Khan, vie, mort et résurrection] (2004).

L'attaque ne serait pas facile. Avec une population dix fois plus importante que celle des Mongols, l'empereur Jin (Kin) pouvait former une cavalerie et une infanterie de plusieurs centaines de milliers d'hommes, et ses villes étaient bien fortifiées.

L'invasion de Gengis fut soigneusement planifiée. Au printemps 1211, les Mongols s'avancèrent dans le Gobi, bien répartis et en plusieurs vagues, afin de ne pas vider les puits et bassins épars. Il s'agissait d'une vaste opération : imaginez environ 100 000 guerriers munis de 300 000 chevaux, sans doute répartis dans 10 à 20 groupes de 5 000 à 10 000 hommes, chacun disposant de chariots tirés par des chameaux, et tous reliés par des messagers très rapides tandis que l'armée parcourait 800 kilomètres.

Alors que l'armée mongole se répandait en Chine du Nord et s'approchait du col menant à Pékin, le commandant des Jin semblait avoir commis une erreur fatale. Il avait eu la possibilité de lancer une attaque surprise lorsque les Mongols étaient en train de piller. Au lieu de cela, sans doute pour gagner du temps, il envoya un officier pour discuter des conditions de paix. L'officier fit rapidement défection [rejoignit le camp adverse] et l'informa que les Jin attendaient à l'autre bout du col. Là, la cavalerie des Jin, entassée entre les crêtes, fut écrasée par les flèches et une charge des Mongols. Les cavaliers firent demi-tour et piétinèrent leur propre infanterie.

Source C

Frank McLynn, historien militaire, dans une biographie universitaire *Genghis Khan: His conquests, His empire, His legacy* [Gengis Khan : ses conquêtes, son empire, son héritage] (2015).

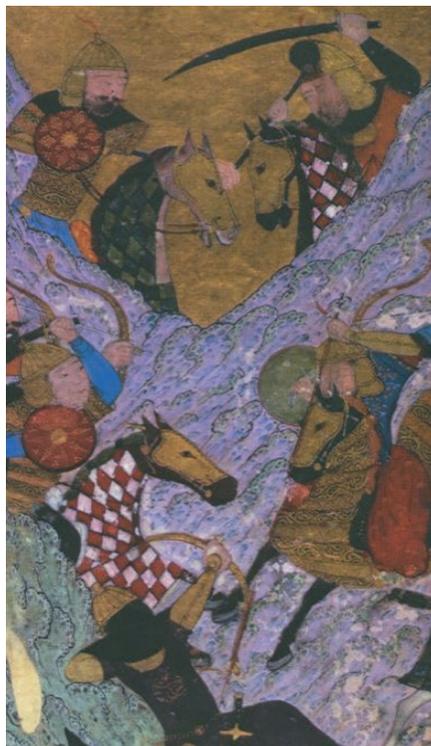
Les trois batailles rangées, livrées en septembre 1211, détruisirent les Jin (Kin) en tant que force armée crédible. Il est difficile de faire comprendre l'ampleur des pertes subies par les Chinois au cours de batailles comme celle de la Bouche du blaireau, mais, neuf ans plus tard, des voyageurs ont indiqué que les champs de carnage étaient encore couverts d'ossements. À la cour impériale, Chih-Chung fut largement critiqué pour le désastre. Il fut dit qu'il était trop timide, qu'il aurait dû attaquer les Mongols en utilisant uniquement la cavalerie, et bien plus tôt pendant qu'ils étaient encore en train de piller, mais qu'il avait insisté pour combattre à la fois avec la cavalerie et avec l'infanterie sur le terrain ...

Gengis ordonna à Djebe de prendre Juyongguan, une passe fortifiée. Djebe trouva que Nankou, la ville située à la fin de la passe, était trop forte pour être prise d'assaut alors il prétendit se retirer. Tout le long de la passe de 24 kilomètres se trouvaient des forts perchés sur des pentes raides. Lorsque les soldats apprirent la nouvelle du repli de Djebe, ils se précipitèrent tous dehors, impatients d'assister au coup de grâce. Djebe se fit prendre en chasse sur 56 kilomètres, en les faisant se déployer pour que les divers groupes de poursuivants ne fussent plus en contact les uns avec les autres. Puis il fit volte-face et les détruisit un par un, semant la panique qui amena finalement les défenseurs de Juyongguan à se rendre aux Mongols.

Début novembre, Gengis et l'armée principale descendirent la passe et établirent leur camp à 32 kilomètres de Pékin, acceptant la reddition de trois autres forts importants.

Source D

Un artiste inconnu décrit les cavaliers mongols et les conditions auxquelles ils étaient confrontés tandis qu'ils combattaient les guerriers des Jin (Kin) dans les montagnes. Tiré de *The Compendium of Chronicles* [Recueil de chroniques] de Rachid al-Din de Hamadan (début du XIV^e siècle).



[Source : https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Mongol_horsemen_battle_Jin_mounted.jpg]

Fin du sujet obligatoire 1

Sujet obligatoire 2 : La conquête et son impact

Lisez les sources E à H et répondez aux questions 5 à 8.

Les sources et les questions portent sur l'étude de cas 1 – Les dernières étapes de la domination musulmane en Espagne – Contexte et motifs : Contexte social et économique dans la péninsule Ibérique et sur le territoire d'Al-Andalus à la fin du XV^e siècle ; impôts élevés.

Source E José Enrique López de Coca Castañer, professeur d'histoire médiévale, dans l'article « Institutions on the Castilian-Granadan Frontier » [Les institutions sur la frontière entre la Castille et Grenade] publié dans le recueil d'essais universitaires *Medieval Frontier Societies* [Les sociétés frontalières médiévales] (1989).

Nous pouvons établir une distinction entre les traités dans lesquels le sultan de Grenade a accepté d'être un vassal du roi de Castille [un vassal étant une personne qui possède des terres à condition de servir un souverain] et les trêves, qui étaient simplement des suspensions des hostilités. La dynastie des Nasrides avait commencé son existence historique en tant que vassal castillan au milieu du XIII^e siècle. Cette vassalité avait été une condition de sa survie, mais elle signifiait également qu'une contradiction fondamentale existait dans la structure de l'État.

Qu'un dirigeant musulman fût le vassal d'un souverain chrétien allait à l'encontre de [était en opposition à] tous les principes de la loi islamique. Et la vassalité de Grenade n'était pas seulement humiliante, mais constituait également un fardeau financier. Elle impliquait la présence du sultan à la cour castillane et l'envoi de contingents militaires pour combattre d'autres musulmans ainsi que des chrétiens. Grenade devait aussi payer de grosses sommes d'argent, connues sous le nom de parias, en tant que tribut annuel à la Castille. Afin de rassembler l'argent, les sultans imposaient leur population musulmane bien plus lourdement que la charia ou la loi religieuse ne l'autorisait.

Source F Traité de Grenade (1491), signé par Boabdil [Abu Abd Allah], roi de Grenade, et Isabelle et Ferdinand, reine et roi de Castille et d'Aragon.

Article 3. Isabelle, Ferdinand et le prince Jean [leur fils] accepteront, après la capitulation, tous les habitants de Grenade – du roi Boabdil [Abu Abd Allah] jusqu'au dernier habitant, grands et petits, hommes et femmes – comme leurs vassaux et leurs sujets naturels. En retour, les monarques garantissent de les laisser résider dans leurs demeures, leurs domaines, et de protéger leur héritage maintenant et à tout jamais. Isabelle et Ferdinand ne permettront pas que les habitants de Grenade soient maltraités sans procès légal et sans motif valable, ni que la totalité ou une partie de leurs domaines et biens leur soit confisquée ; en outre, les habitants de Grenade seront honorés et respectés par tous les vassaux chrétiens ...

Article 14. Ni Boabdil, ni aucun autre Maure de Grenade n'auront à payer d'impôts sur leurs demeures pendant trois ans. Ils devront simplement payer un impôt équivalent au dixième de la récolte, en août et en automne, et au dixième du bétail en leur possession, en avril et en mai, comme les chrétiens ont coutume de le faire.

Source G

Diego Melo Carrasco, professeur d'histoire médiévale, dans l'article « En torno al vasallaje y las parias en las treguas entre Granada y Castilla (XIII–XV): Una posibilidad de análisis » [De la vassalité et des parias dans les trêves entre Grenade et la Castille (XIII^e – XV^e siècles) : une possibilité d'analyse] rédigé pour la revue universitaire *Medievalismo* [Médiévalisme] (2012).

Le paiement des parias [du tribut] a toujours existé entre les deux États en reconnaissance de l'hégémonie [la domination] de la Castille, et il constituait l'une des principales causes de conflit entre eux. Pour Grenade, il n'était jamais plaisant d'effectuer ce paiement, car il laissait entrevoir l'infériorité de Grenade par rapport à la Castille. Outre l'imposition monétaire, la vassalité s'accompagnait d'échanges commerciaux, du développement des institutions frontalières et de l'ingérence constante de la Castille dans les affaires intérieures de Grenade.

La raison des combats entre la Castille et Grenade était presque toujours le rétablissement de cette vassalité, surtout lorsque le dirigeant musulman ne voulait pas l'accepter. On faisait donc la guerre pour rétablir la soumission et le paiement des parias. Pour leur part, les sultans de Grenade rendaient visite à leur suzerain castillan à diverses occasions, notamment au cours des XIII^e et XV^e siècles, pour présenter leurs respects, demander des trêves, ou simplement parce qu'ils étaient appelés à la cour pour résoudre des questions politiques.

Source H

Alejandro Ferrant y Fischermans, peintre espagnol de thèmes historiques et religieux, représente le paiement des parias au XI^e siècle dans un détail tiré de *Paiement des tributs à Sanche III Garcés* (1865). Le paiement des parias par les dirigeants musulmans aux dirigeants chrétiens était un élément important dans leur relation jusqu'à 1492.



Fin du sujet obligatoire 2

Sujet obligatoire 3 : La progression vers une guerre mondiale

Lisez les sources I à L et répondez aux questions 9 à 12.

Les sources et les questions portent sur l'étude de cas 1 – L'expansion japonaise en Asie orientale (1931 – 1941) – Réactions : Réactions sur le plan international, y compris les initiatives américaines et les tensions croissantes entre les États-Unis et le Japon.

Source I Andrew Gordon, historien américain, dans le livre *A Modern History of Japan: From Tokugawa Times to the Present* [Histoire moderne du Japon : de l'ère Tokugawa à nos jours] (2003).

Lorsque le Japon envahit le nord de l'Indochine, les États-Unis réagirent en imposant un embargo sur les exportations, qui fut progressivement étendu. Cela amena certaines sections de l'armée japonaise à prôner une attaque préventive contre les États-Unis et leurs alliés. Le Japon répliqua en étendant sa mainmise sur l'Indochine, obtenant la permission de Vichy d'occuper la totalité de la péninsule en juillet 1941 [« Vichy » désigne le gouvernement de l'État français entre 1940 et 1944]. L'accord faisait du Japon le véritable dirigeant de la colonie française.

Les Américains contrèrent cette avancée avec une action forte et menaçante. Roosevelt organisa immédiatement un embargo international qui interrompait tous les approvisionnements en pétrole étranger du Japon. Il proposa également du matériel militaire à la Chine. Sans pétrole, le Japon ne pouvait soutenir ni son armée, ni son économie. Il se trouvait face à un choix difficile. Il pouvait accepter les conditions américaines permettant la levée de l'embargo en se retirant complètement de Chine ou il pouvait prendre de force le contrôle des gisements pétroliers en Asie du Sud-Est et négocier un cessez-le-feu grâce à cette position stratégique.

Pendant un temps, il avança dans ces deux directions. Les diplomates japonais essayèrent en vain de négocier une formule permettant un retrait partiel en Chine, susceptible de satisfaire à la fois leur armée réticente et les États-Unis. Pendant ce temps, l'armée japonaise préparait un plan d'attaque susceptible de forcer les puissances occidentales à reconnaître son hégémonie en Asie.

Source J Osami Nagano, chef d'état-major de la marine japonaise, s'exprimant lors de la conférence impériale, le 6 septembre 1941.

Admettons qu'une solution pacifique n'a pas été trouvée et que la guerre est inévitable, la réserve de pétrole de l'Empire ainsi que les stocks de beaucoup d'autres ressources de guerre importantes s'épuisent jour après jour, si bien que la force de défense nationale diminue progressivement. Si cette situation déplorable n'est pas maîtrisée, je pense que, au bout d'un certain temps, la force de la nation diminuera.

D'un autre côté, la défense des installations militaires et des points stratégiques de la Grande-Bretagne, des États-Unis et d'autres pays en Extrême-Orient, ainsi que les préparatifs militaires de ces nations, surtout ceux des États-Unis, se sont renforcés si rapidement que, d'ici l'année prochaine, il nous sera difficile de les combattre. Par conséquent, une perte de temps, maintenant, pourrait se révéler désastreuse pour l'Empire. Je pense qu'il est impératif [essentiel] que l'Empire se prépare dans un premier temps de manière optimale et qu'il mène sans tarder des opérations positives avec une détermination ferme, afin de pouvoir sortir de cette situation difficile.

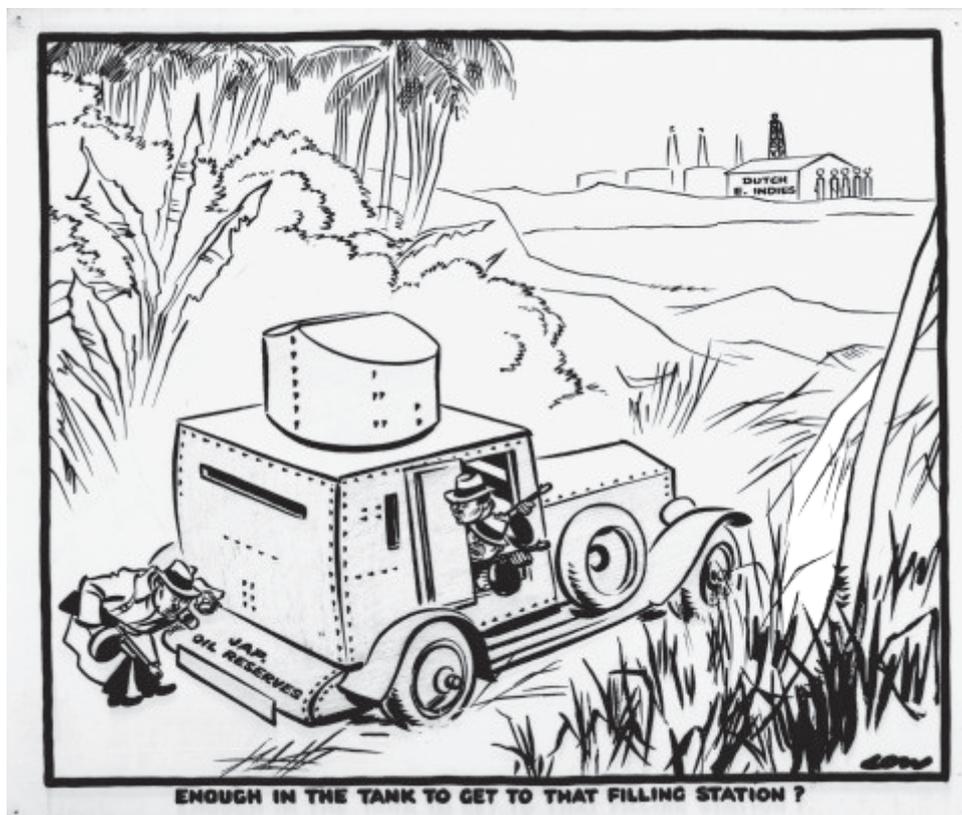
Source K

Chihiro Hosoya, professeur d'histoire japonais, dans l'article « Miscalculations in Deterrent Policy: US-Japanese Relations, 1938-1941 » [Mauvais calculs dans les politiques dissuasives : les relations entre les États-Unis et le Japon, 1938 – 1941] rédigé pour la revue universitaire *Journal of Peace Research* [Journal de recherche sur la paix] (1968).

Selon une enquête d'opinion publique américaine réalisée fin septembre [1941], le nombre d'Américains favorables à une action ferme contre le Japon avait considérablement augmenté. De plus, Roosevelt déclara le 12 octobre que les États-Unis ne se laisseraient pas intimider. Le pacte tripartite avait détérioré les relations avec les États-Unis. Les officiers de l'armée japonaise exigeaient une accélération de l'expansion vers le sud. Avant même le pacte tripartite, le Japon avait demandé la permission d'envoyer des troupes dans le sud de l'Indochine, et il l'avait fait le 28 juillet. Les pressions exercées par le Japon sur l'Indochine amenèrent le gouvernement des États-Unis à geler les avoirs japonais aux États-Unis et à imposer un embargo contre le Japon. Les officiers de la marine japonaise étaient résolus à entrer en guerre à cause de l'embargo sur le pétrole. Ils craignaient que la réserve existante de pétrole ne transformât la marine japonaise en une « marine de papier » [marine impuissante].

Source L

David Low, un caricaturiste, représente l'expansion japonaise dans le dessin humoristique « Enough in the tank to get to that filling station ? » [A-t-on suffisamment d'essence dans le réservoir pour arriver à cette station-service ?] publié dans le journal britannique *The Evening Standard* (8 août 1941). Sur le côté du bâtiment, il est indiqué « Dutch E. Indies » [Indes néerlandaises] et, sur le véhicule, il est indiqué « Jap. Oil Reserves » [Réserves de pétrole des Japonais].



[Source: David Low / Solo Syndication]

Fin du sujet obligatoire 3

Sujet obligatoire 4 : Les droits et la protestation

Lisez les sources M à P et répondez aux questions 13 à 16.

Les sources et les questions portent sur l'étude de cas 1 – Le mouvement pour la défense des droits civiques aux États-Unis (1954 – 1965) – Nature et caractéristiques de la discrimination : Ségrégation et éducation ; décision prise dans l'affaire Brown contre Board of Education (1954).

Remarque : dans la source M, le terme « nègres » est utilisé pour tenir compte du lieu d'origine de la source originale et de l'époque à laquelle elle a été produite. De nos jours, ce mot ne s'emploie plus couramment dans de nombreux pays.

Source M Earl Warren, juge en chef américain, annonce la décision de la Cour suprême des États-Unis dans l'affaire Brown contre Board of Education, le 17 mai 1954.

Nous ne pouvons pas remonter le temps jusqu'en 1896 quand l'arrêt dans l'affaire Plessy contre Ferguson [une décision de justice qui stipulait que la ségrégation dans les écoles était légale tant que ces écoles avaient les mêmes installations] a été rédigé. Nous devons examiner l'éducation publique à la lumière de la place qu'elle occupe actuellement dans la vie des Américains dans l'ensemble de la nation ... De nos jours, on peut douter qu'un enfant réussisse dans la vie si on le prive de la possibilité de recevoir une éducation ... Cette possibilité, lorsque l'État s'est engagé à la fournir, est un droit qui doit être accordé à tous dans des conditions d'égalité.

Nous en arrivons alors à la question posée : La ségrégation des enfants dans les écoles sur la base de leur race, même si les installations sont identiques, prive-t-elle les enfants du groupe minoritaire de possibilités égales d'éducation ? Nous pensons que c'est le cas ... Séparer les élèves nègres des autres élèves, uniquement en raison de leur race, génère un sentiment d'infériorité ... qui peut marquer leur cœur et leur esprit de façon sans doute irréversible ...

Nous concluons que, dans le domaine de l'éducation publique, la doctrine « séparés mais égaux » n'a pas sa place. Les installations scolaires distinctes génèrent une inégalité.

[Source: *Brown v. Board of Education of Topeka, Opinion*; 17 mai 1954; Records of the Supreme Court of the United States; Record Group 267; National Archives]

Source N Photographie de manifestants lors d'un rassemblement en faveur de la ségrégation à Baltimore, 1954. Sur les pancartes au premier plan de la photographie, il est écrit « We want our rights » [Nous voulons nos droits], « We can't fight alone. Join us now! » [Nous ne pouvons pas combattre seuls. Rejoignez-nous maintenant !], « We can't fight alone. » [Nous ne pouvons pas combattre seuls].



[Source : Bettmann/Getty Images]

Source O Tom Brady, un juge et un dirigeant du mouvement du White Citizens' Council [Conseil des citoyens blancs] en faveur de la ségrégation, s'exprime sur son discours prononcé devant le Indianola Citizens' Council [Conseil des citoyens d'Indianola] dans son pamphlet *A Review of Black Monday* [Un examen du lundi noir] (28 octobre 1954).

La Cour suprême déclare « Vous devez asseoir un garçon noir à côté d'une fille blanche pour qu'il y ait égalité. » ...

Vous ne pouvez pas faire ça ! Vous ne pouvez pas mettre ensemble des petits garçons et des petites filles, des Noirs et des Blancs, et leur demander de chanter ensemble, de jouer ensemble, de danser ensemble, et de manger ensemble, de s'asseoir côte à côte, et de marcher bras dessus, bras dessous, et vous attendre à ce que la sensibilité de ces enfants blancs ne soit pas rompue. Vous ne pouvez pas faire ça ! Pourquoi ? C'est exactement ce qui s'est passé dans le Nord, [mais] ils ont suffisamment de Blancs pour absorber, et peut-être assimiler, les Noirs ...

Nous pouvons voir ce qui se passe en surface. Nous ne savons pas ce qui se produit dans le cerveau d'un homme [noir] ... Nous ne savons pas ce qui fait que son esprit est différent du nôtre.

Cette Cour suprême ignore toutes les lois biologiques ! En rassemblant ces enfants dans les écoles, nous abolirons toutes les différences raciales créées par Dieu. J'ai un petit champ derrière ma maison. Je vois que les merles restent ensemble ... Je vois que les oies et les canards restent à l'écart les uns des autres, et pourtant la Cour suprême ignore ces lois élémentaires de Dieu et de la nature, et oblige ces divers individus à se mêler les uns aux autres, comme vous mêleriez des merles à des perdrix ...

Source P Michael Klarman, professeur d'histoire, parle de l'effet du jugement de 1955 de la Cour suprême, *Brown II*, dans l'ouvrage universitaire *Brown v Board of Education and the Civil Rights Movement* [L'affaire Brown contre Board of Education et le mouvement pour la défense des droits civiques] (2007). Dans *Brown II*, la Cour suprême choisit la « progressivité », c'est-à-dire l'application progressive de la décision de mettre fin à la ségrégation dans les écoles prise par la Cour suprême dans l'affaire Brown contre Board of Education (1954).

Brown II fut une nette victoire pour les Blancs du Sud ... La Cour approuva la progressivité, n'imposa aucun délai pour débiter ou achever la déségrégation, émit de vagues directives et confia la décision finale aux juges locaux. Lorsqu'ils furent informés de la décision, les législateurs de Floride se mirent à applaudir ... Un politicien du Mississippi célébra le fait qu'un juge local du Mississippi déciderait du moment où la déségrégation serait réalisable [mise en pratique]. Les législateurs du Sud firent remarquer que la déségrégation serait peut-être réalisable dans cinquante ou cent.

La décision déçut les dirigeants noirs ... Un journaliste noir, John H. McCray, admit qu'il « avait peu de raisons de se réjouir » et il critiqua la Cour suprême pour « avoir cherché à traiter » avec les ségrégationnistes jusqu'au-boutistes [déterminés] du Sud.

Fin du sujet obligatoire 4

Sujet obligatoire 5 : Le conflit et l'intervention

Lisez les sources Q à T et répondez aux questions 17 à 20.

Les sources et les questions portent sur l'étude de cas 2 – Kosovo (1989 – 2002) – Causes du conflit : Tensions ethniques entre Serbes et Albanais du Kosovo ; montée du nationalisme albanais.

Source Q Julie Mertus, professeure de droit, dans le livre d'histoire universitaire *Kosovo: how myths and truths started a war* [Kosovo : comment les mythes et les vérités déclenchèrent une guerre] (1999).

Les politiciens manipulent les craintes du public afin de satisfaire leur propre besoin de se maintenir au pouvoir ... Une coalition antidémocratique au sein de la Serbie commença à formuler une idéologie nationaliste et à en faire la propagande. On a affirmé que les Serbes étaient les victimes des Albanais au Kosovo ; ils avaient besoin de la protection d'un dirigeant puissant comme Slobodan Milošević ... Dans un climat d'insécurité économique et politique, l'idéologie de victimisation née au Kosovo devint rapidement populaire ...

Au fil du temps, le nationalisme se radicalisa : la différence fut exprimée en termes de différences physiques apparentes concernant la peau, le nez, les oreilles, la sexualité ... Une image de la femme et de l'homme albanais basée sur le genre fut adoptée. Dans la presse serbe et yougoslave, les hommes albanais furent accusés de violence contre les femmes, même si le Kosovo avait le nombre de cas le plus bas de violence sexuelle signalés en Yougoslavie. Les femmes albanaises furent dépeintes comme de simples usines à bébés, malgré le fait que les statistiques indiquaient que le taux de natalité des Albanaises en milieu urbain était pratiquement identique à celui des autres femmes vivant en milieu urbain en Yougoslavie. Accusés, dans le passé, d'être culturellement inférieurs, les Albanais étaient de plus en plus décrits comme étant aussi génétiquement inférieurs.

Source R V. Mićović, un chercheur serbe, dans les données rassemblées pour une thèse « *Socijalna distanca i etničke stereotipije kod srednjoškolaca madjarske i srpske nacionalnosti* » [Espace vital et stéréotypes ethniques chez les élèves du secondaire de nationalité hongroise et serbe] (1986).

Des questions ont été posées à 160 élèves du secondaire, âgés de 17 ans et issus des ethnies serbe et hongroise en Serbie, au sujet de leur capacité à accepter les personnes ayant d'autres nationalités que la leur. Sur les 50 caractéristiques positives et négatives qui leur étaient proposées, les élèves devaient choisir celles qu'ils jugeaient typiques de chaque nation.

Voici les perceptions des élèves serbes au sujet des Albanais.

Caractéristiques	% d'élèves serbes du secondaire ayant considéré que cette caractéristique était typique des Albanais
Sous-développés (non civilisés)	76,2
N'aiment pas les autres nations	55,0
Sournois [rusés et/ou menteurs]	55,0
Agressifs	50,0
Incultes	50,0
Unis	45,0
Aiment diriger	42,5
Sales	41,2
Arriérés	38,8
Introvertis	37,5
Insolents	36,2
Critiques	33,8

Source S Djuric Bosko, un Serbe ayant quitté le Kosovo, lors d'un entretien avec un chercheur américain en 1995.

J'étais officier de police depuis 32 ans, mais il a fallu que je parte ... Mon voisin arrosait son jardin puis il « oubliait » de fermer le robinet et mon sous-sol était inondé. Puis il traversait mon jardin en criant : « Allez-vous en, déménagez ! Que faites-vous ici ? » ... Il était dangereux de se promener pendant la nuit. Les enfants étaient souvent agressés et battus [par des Albanais] ... Mes enfants avaient des problèmes au travail. Les Serbes n'obtenaient jamais de promotion, alors mes enfants sont partis ...

La résolution du conflit au Kosovo dépend en grande partie de la politique étrangère. Les Albanais reçoivent un soutien considérable de l'extérieur et ils n'acceptent donc pas de vivre ensemble avec les Serbes. Ils veulent un Kosovo ethniquement pur. S'ils obtiennent l'indépendance, ils expulseront les quelques Serbes restants ...

Leur taux de natalité est, je pense, la plus importante d'Europe. Chacune de leurs femmes accouche de dix à quinze enfants, et très peu de Serbes ont plus de deux ou trois enfants. Des émigrants arrivaient aussi d'Albanie. Même le SUP [secrétariat des affaires internes, la police serbe] achetait des propriétés au Kosovo pour eux.

Source T Tim Judah, journaliste et analyste politique, dans un travail de recherche historique *The Serbs: history, myth and the destruction of Yugoslavia* [Les Serbes : histoire, mythe et destruction de la Yougoslavie] (2009).

L'hostilité entre les communautés fut aggravée dans les années 1990 par la pauvreté, qui, à son tour, devint de plus en plus difficile à éradiquer [remédier] en raison de l'explosion de la population albanaise associée à l'aggravation de la crise économique en Yougoslavie. Un nombre croissant de Serbes partaient tenter leur chance ailleurs, et, dans les villages ayant une faible population serbe, plus les Serbes partaient, plus ceux restés sur place étaient inquiets. Ainsi entourés d'une population albanaise hostile, ils se sentaient mal à l'aise. Les Albanais affirment que les Serbes ont quitté pour des raisons économiques et les Serbes affirment qu'ils l'ont fait parce qu'ils étaient menacés, et même attaqués. Il y a une part de vérité dans les deux affirmations. Des graffitis antiserbes ainsi que des revendications en faveur d'une république étaient barbouillés [peints] sur les murs. La police et l'armée yougoslaves réprimaient durement les jeunes chômeurs albanais lorsque ceux-ci manifestaient leur colère.

Fin du sujet obligatoire 5

Remerciements :

SO 1

Man, J. 2004. *Genghis Khan: Life, Death and Resurrection*. London. Bantam Press
McLynn, F. 2015. *Genghis Khan: His Conquests, His Empire, His Legacy*. Boston. Da Capo Press
Stearns, P (ed). 2008. *World History in Documents: A Comparative Reader* (Second Edition). New York. New York University Press
En ligne : www.amazon.co.uk [consulté le 15 décembre 2016]

SO 2

Bartlett, R and MacKay A. 1989. *Medieval Frontier Societies*. Oxford. Clarendon Press
Harvey, L. 1990. *Islamic Spain, 1250–1500*. Chicago. University of Chicago Press
Melo Carasco, D. 2012. "En torno al vasallaje y las parias en las treguas entre Granada y Castilla (XIII–XV): Una posibilidad de análisis". *Medievalismo* 22
En ligne : www.enciclopedianavarra.com [consulté le 3 octobre 2015]

SO 3

Gordon, A. 2003. *A Modern History of Japan: From Tokugawa Times to the Present*. New York. Oxford University Press
Hosoya, C. 1968. "Miscalculations in Deterrent Policy: Japanese-US Relations, 1938–1941". *Journal of Peace Research*. Vol 5, number 2
En ligne : www.cartoons.ac.uk [consulté le 4 août 2015]
En ligne : www.ibiblio.org [consulté le 4 août 2015]

SO 4

Klarman, M. 2007. *Brown v Board of Education and the Civil Rights Movement*. New York. Oxford University Press.
En ligne : www.corbis.com [consulté le 3 octobre 2015]
En ligne : <http://digiilib.usm.edu/> [consulté le 16 septembre 2015]
En ligne : www.nationalcenter.org [consulté le 16 septembre 2015]

SO 5

Judah, T. 2009. *The Serbs: history, myth and the destruction of Yugoslavia* (Third Edition). New Haven. Yale University Press
Mertus, J. 1999. *Kosovo: how myths and truths started a war*. Berkeley. University of California Press
Popovic, S. et al. (eds). 1990. *The Kosovo Knot: Unravel or Cut?* Belgrade. Chronos